



**CONSULTATION PUBLIQUE N°2022-09 DU 22 SEPTEMBRE 2022
RELATIVE A LA MISE EN OEUVRE D'UN VERSEMENT ANTICIPE
EXCEPTIONNEL DU MONTANT DU COMPTE DE REGULARISATION
DES CHARGES ET DES PRODUITS (CRCP) DE RTE**

Réponse du SIPPEREC

Question 1 - Avez-vous des remarques concernant l'analyse de la CRE des évolutions prévisionnelles des postes de charges et de produits de RTE ?

Le SIPPEREC souscrit à l'approche de la CRE.

Question 2 - Etes-vous favorable à la proposition de la CRE de mettre en œuvre un versement anticipé du CRCP de RTE ?

Dans le contexte actuel d'inflation des prix énergétiques, pour les ménages, les entreprises de toutes tailles et les administrations, le SIPPEREC se félicite de ce que la CRE envisage de rétrocéder par anticipation aux consommateurs les surplus qu'enregistrent les gestionnaires de réseau.

Toutefois, il considère que le dispositif est incomplet.

Le premier utilisateur du réseau de transport se trouve être Enedis : en 2021, celle-ci a acquitté 86% du tarif d'acheminement revenant à RTE (les entreprises locales de distribution : 3%). Sur les 0,7 à 1,5 Md € évalués de manière prévisionnelle par la CRE, 0,6 à 1,3 Md € reviendront donc à Enedis.

Bien entendu, ce reversement abondera le CRCP du distributeur. A ce sujet, la CRE indique : « *Le versement sera effectué par RTE avant le 15 avril 2023. Le montant reversé à Enedis, en tant qu'utilisateur du réseau de RTE, sera comptabilisé au CRCP d'Enedis de 2023.* »

Selon les pratiques en vigueur, le CRCP 2023 d'Enedis sera acté en juin 2024 en vue d'un apurement lors de l'actualisation tarifaire du TURPE d'août 2024.

Les petits et moyens consommateurs ne récupéreront donc les excédents restitués par RTE en avril 2023 au titre de 2022 qu'au cours d'une période courant d'août 2024 à juillet 2025, voire, plus probablement à juillet 2026 eu égard à l'encadrement à -2%/+2% de l'effet d'apurement du CRCP du TURPE HTA BT et à l'ampleur de la somme en jeu.

Le SIPPEREC ne comprendrait pas que la somme récupérée par Enedis, équivalente à 2 à 4% d'un TRVE TTC, ne soit pas rendue au plus vite aux consommateurs.

Entre-temps, elle viendrait substantiellement majorer la trésorerie et les bénéfices 2023 d'Enedis (déjà rehaussés par l'inversion du « compte régulé de lissage » Linky), étant entendu que l'entreprise ne comptabilise pas les dettes et créances de CRCP, et, partant, les dividendes 2024.

Le SIPPEREC aurait donc souhaité que la dérogation objet de la consultation porte non seulement sur le CRCP de RTE, mais également sur celui d'Enedis.

Il plaide en faveur d'une inclusion par anticipation au CRCP 2022 d'Enedis, apuré en août 2023, du reversement de RTE. Cette inclusion anticipée irait dans le sens de l'esprit du projet de règlement de la Commission Européenne sur une intervention d'urgence pour faire face aux prix élevés de l'énergie¹ qui vise à répercuter aux usagers les recettes exceptionnelles issues de la situation de crise actuelle.

Question 3 - Êtes-vous favorable au mécanisme envisagé par la CRE afin d'apurer de manière anticipée le CRCP de RTE ?

Sous l'importante réserve exprimée plus haut, le SIPPEREC est favorable à ce mécanisme.

¹ <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:52022PC0473&from=EN>